

## Après la révolution, l'aide financière externe

Ricard González

Les pays occidentaux viennent en aide à la Libye par solidarité, mais aussi parce qu'ils sont conscient du risque que court le pays de se devenir un État défaillant

En Tunisie, les gouvernements étrangers veulent renforcer les liens politiques avec la nouvelle élite dirigeante et faciliter l'entrée de leurs entreprises

En Égypte, les intérêts sont politiques, pour sa situation stratégique, et économiques, pour la taille de son marché et sa main-d'œuvre bon marché

L'ensemble des rebellions regroupées sous l'étiquette du *Printemps arabe* partage toute une série de causes, de demandes et d'objectifs. Cependant, leur expansion a donné lieu à des situations très différentes à cause de l'histoire, de la démographie, de la structure sociale et de la conception institutionnelle de chaque État. Les économies des pays d'Afrique du Nord ne sont pas une exception à cette pluralité qui apparaît même entre États voisins.

En ce sens, la Libye est un cas réellement particulier. Son économie a souffert le plus grand impact négatif en 2011 et son produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 60 %. Ce n'est pas sans raison que le pays a enduré une guerre civile qui a duré plus de six mois, un événement plus déstabilisateur que les révoltes pacifiques en Tunisie et en Égypte. Or, l'économie libyenne est celle qui a récupéré le plus rapidement son dynamisme. Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), son PIB a augmenté de 122 % en 2012, et augmentera de 16 % en 2013.

L'explication de ces chiffres réside dans les énormes réserves de pétrole du pays, les plus grandes du continent africain qui sont devenues le soutien quasi unique de l'économie libyenne au cours des dernières décennies. Avant le soulèvement qui destitua le colonel Mouammar Kadhafi, la vente du pétrole brut représentait environ 90 % des revenus de l'État, ce qui était

suffisant pour approvisionner un pays dont la population était à peine de 6,5 millions d'habitants.

Depuis l'éclatement de la révolution, la Libye a reçu plus de 400 millions d'euros en aide extérieure, principalement des pays de l'Union européenne (UE) et des États-Unis (environ 150 millions chacun). Une grande partie de cette aide était humanitaire et avait pour but de pallier les effets de la guerre. Une fois celle-ci terminée, la coopération internationale s'est réduite notablement et s'est limitée à la mise en place de certains programmes d'assistance technique au nouveau gouvernement. Par ailleurs, il reçoit progressivement près de 120 millions d'euros en avoirs que le régime de Kadhafi possédait à l'extérieur, gelés pendant la guerre civile.

Pendant le conflit, tant la communauté internationale comme les leaders rebelles étaient convaincus que le pays pourrait financer sa propre reconstruction et son développement, grâce à la vente du pétrole. Et il en est ainsi. Début 2013, la production de pétrole brut est revenue au même niveau qu'en 2010, c'est-à-dire, à environ 1,6 millions de barils par jour.

Mais pour maintenir ce niveau de production, voire même l'augmenter, les multinationales du secteur devront faire de nouveaux investissements. Et leur réussite est devenue l'une des priorités du gouvernement. Mais ce n'est pas la seule, car il prétend attirer les investissements étrangers, afin de pouvoir diversifier l'économie du pays, à

laquelle on attribue un énorme potentiel après quatre décennies d'autarcie.

Les motivations de la coopération internationale reçue par la Libye sont de types différents. Au-delà de la solidarité envers un pays ravagé par une guerre civile, les pays occidentaux sont conscients du risque pour leur sécurité que pourrait représenter la conversion de ce pays arabe en un État défaillant, d'où partiraient vers les côtes italiennes des milliers d'immigrants, avec de vastes zones du territoire sous le contrôle de groupes *ihadistes*. Par ailleurs, les relations avec le gouvernement libyen de la part des puissances occidentales, ainsi que de la propre région, comme la Turquie, ont pour but de faciliter l'accès de leurs entreprises en Libye.

### Incitation fiscale de la Tunisie

Tandis que la Libye recherche le financement de sa reconstruction à partir de la vente de son pétrole et de l'entrée de capital privé, le gouvernement tunisien a confié une bonne partie de sa récupération économique aux flux provenant des gouvernements d'autres États et d'institutions internationales. C'est grâce à ces fonds que la Tunisie a financé un ambitieux programme d'incitation fiscale, basée sur la construction de travaux publics.

Ces fonds de l'extérieur ont également servi à couvrir le déficit public estimé,



**Mohammed Kamel Amr, ministre des Affaires étrangères de l'Égypte, et John Kerry, secrétaire d'État des États-Unis, après une conférence de presse au ministère. Le Caire, 2 mars 2013.** /JACQUE-

LINE MARTIN/AFP/GETTY IMAGES

l'année dernière, à plus de 6 % du PIB, à cause de la chute des revenus de l'État. Cependant, pour l'instant, ceci ne s'est pas traduit par une réduction des dépenses sociales, dans un pays considéré comme le berceau des rebellions arabes.

L'économie tunisienne a connu une récession, en 2011, à cause de la déstabilisation des structures de production et, en particulier, du tourisme, ce qui a provoqué une révolte et la destitution du dictateur Zine el Abidine Ben Ali. Et plus concrètement, le PIB s'est contracté de 1,8 %. Bien que le pays ait récupéré le chemin de la croissance en 2012 – le gouvernement prévoit une croissance de 2,4 % – il n'a pas pu réduire significativement le taux de chômage qui est encore de 18 %.

Compte tenu que le niveau d'endettement de la Tunisie est relativement bas – près de 50 % du PIB, et inférieur à celui de nombreux pays européens – le gouvernement a misé sur la récu-

pération de l'impact négatif de l'instabilité politique et sociale au travers de flux de fonds de l'extérieur, de crédits et de transferts à fonds perdu de certains alliés traditionnels et d'autres puissances régionales.

L'une des caractéristiques de sa stratégie a consisté à diversifier ses sources de financement. L'UE, l'un des principaux partenaires du gouvernement tunisien, a apporté, au cours des deux dernières années, un total de 390 millions d'euros, la plupart en aides directes. De son côté, les États-Unis ont contribué pour près de 300 millions de dollars. Les agences de coopération de tous les deux avaient une importante présence dans ce pays et elles ont simplement augmenté le montant de l'aide par le biais de procédures d'urgence.

De leur côté, les puissances économiques régionales ont octroyé des prêts concessionnels de montants et délais divers. Par exemple, l'Arabie saoudite s'est engagée à envoyer près

de deux milliards de dollars aux caisses de l'État, dont 900 millions ont déjà été transférés. Le Qatar a offert un prêt de 500 millions de dollars et les Émirats arabes unis (EAU), 200 millions de dollars, un montant semblable à celui de la Turquie. Son industrie pétrolière étant récupérée, la Libye a décidé de collaborer avec son voisin pour un montant de 200 millions de dollars.

Cependant, ces quantités ne sont pas considérées suffisantes par le gouvernement tunisien qui est en négociations avec le FMI, pour demander un prêt d'un montant de 1,4 milliards de dollars. Si cela s'accomplit, ce chiffre viendrait s'ajouter à plus d'un milliard de dollars accordés par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

L'un des objectifs de cette intervention financière de l'extérieur est de faciliter le processus de transition démocratique du pays, en évitant sa déstabilisation qui aurait des conséquences négatives pour la sécurité de

**Aide économique**

(en milliers d' euros)

|         | UE  | USA   | Arabie saoudite | Qatar | EAU | Libye | Turquie | Banque mondiale |
|---------|-----|-------|-----------------|-------|-----|-------|---------|-----------------|
| Libye   | 150 | 200   | -               | -     | -   | -     | -       | -               |
| Tunisie | 390 | 300   | 828             | 500   | 200 | 200   | 200     | 550             |
| Égypte  | 450 | 3.065 | 1.700           | 2.500 | -   | -     | -       | 350             |

Source : élaboración de l'auteur.

ses voisins et pourrait provoquer une croissance de l'immigration illégale vers l'Europe. Cependant, dans le cas des gouvernements étrangers, les fonds d'aide prétendent également renforcer les liens politiques avec la nouvelle élite dirigeante, ainsi que faciliter l'entrée de leurs entreprises dans le pays.

## L'importance géo-stratégique de l'Égypte

La situation économique de l'Égypte n'a rien à voir avec celle de la Libye, mais elle ressemble assez à celle de la Tunisie. Il existe aussi des différences importantes entre le deux découlant de leur démographie et de leur valeur géo-stratégique. À plus forte raison, l'Égypte abrite le Canal de Suez et a une frontière avec Israël. Son économie est sans doute celle qui se trouve dans la situation la plus délicate.

Selon les chiffres officiels, sa croissance économique, en 2012, était inférieure à 2 % et le chômage officiel – inférieur aux chiffres réels – augmentait de trois points. Cela dit, c'est le déficit public annuel dépassant de 11 % le PIB qui préoccupe le plus le pays qui est en train d'épuiser ses réserves de devises, à toute vitesse. Des 36 milliards de dollars qu'il y avait dans les caisses de l'État avant la révolution, il n'en reste plus que 14 milliards. Ce qui fait que les autorités ont été obligées de dévaluer la livre égyptienne. Si elle n'augmente pas son entrée de devises rapidement, cette situation pourrait déboucher sur une brusque dévaluation, qui pourrait avoir de graves conséquences pour les secteurs les plus défavorisés du pays.

Pour faire face à cette situation, l'Égypte a aussi fait appel à l'aide exté-

rieure. Les USA restent encore son principal donateur. Washington a ajouté 165 millions en aide directe et plus de 300 millions en prêts, à la quantité de 1,3 milliards de dollars par an – principalement en aide militaire. Par ailleurs, Barack Obama a promis d'alléger d'un milliard de dollars la dette égyptienne.

Dans la stratégie du gouvernement égyptien, la demande d'un prêt de 4,8 milliards de dollars au FMI joue un rôle clé. Sa signature a été reportée à plusieurs reprises à cause de l'instabilité politique que connaît le pays. L'importance de ce crédit réside non seulement pas dans son montant, mais aussi comme la preuve pour les marchés d'un engagement du gouvernement envers une politique de réformes structurelles.

Étant donné la grande incertitude qui règne sur l'avenir de l'Égypte, le gouvernement a dû financer une importante partie de sa dette dans les marchés de capitaux à un taux d'intérêt très élevé, à plus ou moins 13 %. Plusieurs pays ont fait dépendre l'octroi de prêts concessionnels à la signature de l'accord avec le FMI. Parmi eux, l'UE, qui a déjà envoyé plus de 450 millions d'euros en aide, mais a promis un paquet de quelques cinq milliards d'euros, pour les prochaines années.

Le Qatar s'est positionné comme un allié essentiel pour le gouvernement actuel sur plusieurs fronts. Un haut responsable de l'exécutif a même déclaré aux médias que sans son aide, le pays n'aurait pas pu affronter certains paiements. L'Émirat a déjà octroyé 500 millions de dollars en aide directe et deux milliards en prêts. Cela dit, ce chiffre augmentera prochainement à quatre milliards.

Les autres monarchies du Golfe Persique et surtout les Émirats arabes unis, maintiennent une relation plu-

tôt tendue avec Le Caire depuis l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans. Ils craignent que la Confrérie exporte la révolution à la péninsule, en mettant en danger leurs dynasties respectives. Après la révolution, l'Arabie saoudite avait promis une aide de quatre milliards de dollars, mais le pays n'a reçu que 1,7 milliards et attend toujours les trois milliards annoncés par les EAU. La presse égyptienne a spéculé que cette aide aurait une condition et qu'elle n'avait pas été respectée jusqu'à présent : la remise de peine de Hosni Mubarak. Cependant, les ambassadeurs de ces pays ont démenti ces rumeurs.

Quoi qu'il en soit, dans le cas de l'Égypte les intérêts des différents acteurs qui l'ont aidé sont bien évidents. Par exemple, les USA prétendent garantir que le nouveau régime maintiendra l'accord de paix de Camp David avec Israël. Le Qatar, un petit émirat avec de grandes prétentions sur le terrain international, souhaite établir une relation stratégique avec l'Égypte pour mettre en valeur son statut régional. En fait, suite à la récente guerre de Gaza, on parlait de l'apparition d'un nouvel axe régional composé de pays avec des gouvernements islamistes modérés tels que l'Égypte et le Qatar, mais aussi la Tunisie et la Turquie.

Les intérêts de tous ces pays ne sont pas uniquement politiques, mais aussi économiques. L'Égypte possède un grand potentiel pour la taille de son marché et une abondante main-d'œuvre peu coûteuse. Par ailleurs, le déclin de l'élite patronale corrompue, voisine de l'ancien régime, a ouvert de nouvelles opportunités d'affaires. C'est pour cette raison que les États-Unis ont envoyé, l'année dernière, l'une des plus grandes missions d'affaires de son histoire, qui incluait plusieurs multinationales très puissantes. Le gouvernement turc, engagé dans le rétablissement de son influence dans toute la région grâce à sa forte économie, n'a pas non plus ménagé ses efforts pour faciliter la signature d'accords commerciaux. Face à tous ces mouvements, les entrepreneurs du Golfe, avec d'importants investissements dans le pays, ne veulent pas non plus rester en arrière. ■